

(EN-QUÊTE)
D'UNE PROTECTION
SOCIALE
PLUS JUSTE.



**ENSEMBLE,
CONSTRUIRE
UN MONDE JUSTE
ET FRATERNEL**

En partenariat avec



et le réseau
Caritas France



En partenariat avec



et le réseau
Caritas France

Notre système de protection sociale intervient dans nos vies pour les retraites et la vieillesse, la santé, l'invalidité et les accidents de travail, le soutien aux familles, l'emploi et la formation professionnelle, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le logement. La protection sociale nous concerne toutes et tous.

Vous avez accepté de répondre à notre enquête et nous vous en remercions. Les résultats permettront de mieux connaître les réalités vécues et la perception du système actuel, de les analyser et d'en tirer des propositions d'évolutions plus en phase avec la société d'aujourd'hui et les enjeux de demain.

Remplir cette enquête vous prendra entre 20 et 30 minutes. Ce questionnaire est anonyme.

Pour cocher, dans la suite de ce questionnaire :

Les cases rondes : une seule réponse possible

Les cases carrées : plusieurs réponses possibles

Au cours de votre vie, avez-vous vécu une ou plusieurs des situations suivantes ?

(Plusieurs réponses possibles)

- Perte de logement
- Changement d'adresse ou déménagement
- Obtention d'un emploi
- Perte d'un emploi (licenciement, démission...)
- Fin ou changement de contrat de travail (CDD, mutation, démission....)
- Invalidité ou Handicap
- Perte de l'allocation chômage
- Retraite
- Problème de santé sérieux ou maladie (pour soi ou ses proches)
- Dépenses de santé peu ou pas remboursées (appareils dentaires, appareils auditifs, lunettes, soins dentaires, consultations de psychologie, ostéopathie, frais d'hospitalisation...)
- Arrivée d'un ou plusieurs enfants (naissance, adoption...)
- Enfant(s) placé(s) (vous ou vos enfants)
- Union (mariage, pacs, concubinage...)
- Séparation, divorce
- Décès dans votre famille
- Arrivée en France (de vous ou d'un membre de votre famille)
- Perte de droit au séjour
- Refus de droit au séjour
- Changement de situation par rapport au séjour
- Difficultés en lien avec la période entre 16 et 25 ans
- Sortie de prison
- Autre situation, merci de préciser

1. À PROPOS D'UN EXEMPLE DE SITUATION QUE VOUS AVEZ VÉCUE...

1.1. Choisissez ci-dessous la situation que vous souhaitez évoquer vous concernant :

(Une seule réponse possible)

- Perte de logement
- Changement d'adresse ou déménagement
- Obtention d'un emploi
- Perte d'un emploi (licenciement, démission...)
- Fin ou changement de contrat de travail (CDD, mutation, démission...)
- Invalidité ou Handicap
- Perte de l'allocation chômage
- Retraite
- Problème de santé sérieux ou maladie (pour soi ou ses proches)
- Dépenses de santé peu ou pas remboursées (appareils dentaires, appareils auditifs, lunettes, soins dentaires, consultations de psychologie, ostéopathie, frais d'hospitalisation...)
- Arrivée d'un ou plusieurs enfants (naissance, adoption...)
- Enfant(s) placé(s) (vous ou vos enfants)
- Union (mariage, pacs, concubinage...)
- Séparation, divorce
- Décès dans votre famille
- Arrivée en France (de vous ou d'un membre de votre famille)
- Perte de droit au séjour
- Refus de droit au séjour
- Changement de situation par rapport au séjour
- Difficultés en lien avec la période entre 16 et 25 ans
- Sortie de prison
- Autre situation précisée précédemment

Les questions suivantes demandent des précisions concernant la situation que vous avez choisie ci-dessus.

1.2. Par qui avez-vous été informé(e) sur les démarches à effectuer pour avoir accès à vos droits ?

(Plusieurs réponses possibles)

- Vous connaissiez déjà les démarches à effectuer
- Vous avez trouvé seul(e) les informations
- Par quelqu'un de votre entourage (famille, voisinage, ami(s), collègue(s))
- Par une association
- Par un agent de l'administration
- Par un travailleur social
- Vous n'avez pas trouvé les informations
- Autre, merci de préciser

1.3. La constitution du dossier (rassemblement des documents demandés) vous a parue ?

(Une seule réponse possible)

- Facile
 Plutôt facile
 Plutôt difficile
 Difficile

1.4. Avez-vous rencontré une ou plusieurs des difficultés suivantes ?

(Plusieurs réponses possibles)

- Pas d'accès à internet alors que certaines démarches se font presque exclusivement par ce moyen
 Incompréhension des questions qui vous sont posées
 Incompréhension des conditions d'attributions ou de traitement du dossier
 Répondeur téléphonique non adapté à votre questionnement ou boîte vocale saturée
 Répondeur téléphonique payant
 Difficultés d'accès aux guichets (éloignement géographique, horaires d'ouvertures non adaptés...)
 Difficultés pour avoir un rendez-vous
 Renvoi d'un service à un autre
 Blocage de votre dossier ne dépendant pas de vous
 Inquiétude d'avoir mal rempli le dossier
 Délai de réponse très important
 Informations disponibles uniquement en français alors que vous ne le comprenez pas
 Vous n'aviez pas les papiers demandés
 Vous n'avez pas rencontré de difficultés
 Autre, merci de préciser

1.5. L'accueil de(s) agent(s) de l'administration vous a semblé ?

(Plusieurs réponses possibles)

- Froid
 Indifférent
 Méprisant
 Chaleureux
 À l'écoute
 Respectueux
 Méfiant
 Infantilisant

1.6. Vous êtes-vous senti(e) suffisamment accompagné(e) dans vos démarches par un ou des agent(s) de l'administration concernée ?

(Une seule réponse possible)

- Oui tout à fait
 Non pas suffisamment
 Non pas du tout

1.7. Avez-vous été accompagné(e) dans vos démarches par :

(Une seule réponse possible par item)

	Oui fortement	Oui un peu	Non
Un ou des travailleur(s) social(aux)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Un ou des membre(s) d'une association	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Un ou des proche(s)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

1.8. Dans votre souvenir, si cette situation donne lieu à une allocation, quel a été le délai entre le début de la démarche et le premier versement de l'allocation ?

(Une seule réponse possible)

- Moins de 2 semaines
 Entre 2 semaines et 3 mois
 Entre 3 mois et 6 mois
 Plus de 6 mois
 Vous n'avez pas effectué de demande d'allocation

1.9. Finalement, pour l'ensemble de cette démarche, vous diriez que les choses ont été :

(Une seule réponse possible)

- Très faciles Plutôt faciles Plutôt difficiles Très difficiles

1.10. Merci d'expliquer en quoi :

2. ...ET AU-DELÀ DE LA SITUATION QUE VOUS VENEZ D'ÉVOQUER :

Les questions suivantes portent sur l'ensemble des situations que vous avez vécues.

2.1. Selon votre expérience personnelle, vous diriez que les agents de l'administration ont joué un rôle dans les domaines suivants :

(Une seule réponse possible par item)

	Oui	Un peu	Pas vraiment	Pas du tout	Vous ne savez pas
Traitement du dossier	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Accompagnement	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Contrôle	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Information	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Application des règles	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Autre, merci de préciser

2.2. Etes-vous favorable à avoir un interlocuteur unique (agent de l'administration ou travailleur social) en capacité de vous accompagner sur l'ensemble de vos droits ?

(Une seule réponse possible)

- Oui Non Vous n'avez pas d'opinion

2.3. Avez-vous connu une situation non prévue par les administrations ?

- Oui Non

2.4. Laquelle ?

2.5. Avez-vous été confronté(e) à l'arrêt imprévu du versement d'une prestation ?

- Oui Non

2.6. Quelle a été la raison de cet arrêt ?

(Une seule réponse possible)

- Oubli ou erreur de votre part
 Oubli ou erreur de la part de l'administration concernée
 Oubli ou erreur de la part d'un tiers
 Manque d'information concernant la nécessité de démarches de renouvellement
 Vous ne savez pas
 Autre, merci de préciser

2.7. Avez-vous été confronté(e) au refus du versement d'une prestation à laquelle vous pensiez avoir droit ?

- Oui Non

2.8. Quelle raison vous a été fournie pour ce refus ?

2.9. Avez-vous effectué une réclamation lors d'un arrêt ou refus de versement d'une prestation ?

- Oui Non

2.10. Cette réclamation a-t-elle abouti au versement de la prestation ?

- Oui Non

2.11. Entre les deux propositions suivantes, choisissez celle que vous trouvez la plus logique

(Une seule réponse possible)

- L'ouverture des droits doit se faire systématiquement, sans attendre les contrôles administratifs qui pourront avoir lieu après les premiers versements.
 L'ouverture des droits ne doit se faire qu'après le contrôle systématique de la situation, même si ça entraîne des délais de versement.

2.12. Pensez-vous que l'automatisation (versement des allocations sans démarche, uniquement sur la base des informations déjà en possession des administrations) peut être une solution pour faciliter l'accès aux prestations ?

- Oui Non

2.13. Pouvez-vous indiquer pourquoi vous êtes de cet avis :

2.14. Pensez-vous que le développement des démarches par internet est :

(Une seule réponse possible)

- Un élément facilitant Une difficulté Ni une facilité ni une difficulté

3. AU-DELÀ DE LA DÉMARCHE ADMINISTRATIVE, LORS DE PÉRIODES DE CHANGEMENTS :

3.1. Lors de périodes de changements, vous êtes-vous senti(e) protégé(e), aidé(e) ou soutenu(e) par... ?

(Une seule réponse possible par item)

	Oui tout à fait	Oui en partie	Non
Les organismes de la protection sociale	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Votre famille	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Vos amis/vos voisins/ vos proches	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Un travailleur social	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Une/ des association(s)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Votre employeur	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
La société en général	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Autre, merci de préciser

3.2. Qu'est ce qui a fait que vous vous êtes senti(e) protégé(e), aidé(e) ou soutenu(e) ?

3.3. S'il arrive que vos revenus, ressources financières, ne soient pas suffisant(e)s, comment faites-vous face ?

(Plusieurs réponses possibles)

- En recevant une aide financière de la part de votre famille
- En recevant une aide financière de la part d'amis
- En recevant une aide financière de la part d'une association
- En étant hébergé ou aidé en nature par votre famille ou vos amis
- En vous privant de soins de santé nécessaires
- En ayant recours à un 2ème emploi, des heures supplémentaires
- En vous privant par rapport à certains besoins (alimentaires, dépenses de chauffage, culturels...)
- En faisant appel à des aides publiques d'urgence (FSL, CCAS...)
- En ayant recours à l'économie informelle (travail non déclaré...)
- En ayant recours à un crédit à la consommation ou un micro-crédit
- En négociant un échelonnement de vos dettes ou crédits
- Autre, merci de préciser

4. CONTRIBUTIONS (MONÉTAIRE ET NON MONÉTAIRE) / PROTECTIONS

Dans ce qui suit, «contribuer à la société» signifie : apporter sa part à la vie en société.

4.1. D'après vous, une personne contribue à la société quand elle :

(Une seule réponse possible par item)

	Oui tout à fait	Oui en partie	Non
Aide financièrement des proches (parents, enfants adultes, autres membres de la famille, voisins, amis)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Aide non financièrement des proches (parents, enfants adultes, autres membres de la famille, voisins, amis) : garde d'enfants, covoiturage, services, hébergement gratuit...	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Est solidaire au-delà de ses proches : don à une personne dans la rue, don financier à une association, bénévolat, participation à une vie associative, engagement dans la vie politique, dans la vie syndicale	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Paie des impôts (sur le revenu, taxes foncière/habitation, TVA via la consommation) ou des cotisations sociales	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

4.2. Vous concernant, vous direz : « Je contribue à la société quand je... » :

(Merci de ne donner qu'une seule réponse, la principale, elle ne doit pas nécessairement se trouver dans le tableau ci-dessus)

4.3. Comment les contributions non monétaires pourraient être prises en compte par l'Etat et les organismes de la protection sociale ?

(Plusieurs réponses possibles - 3 réponses maximum)

- Acquérir des trimestres supplémentaires pour la retraite
- Recevoir une indemnité financière
- Avoir accès à des formations
- Ne pas être pénalisé pour certaines actions de solidarité ou d'entraide (exemple : le fait d'héberger quelqu'un solidairement est assimilé à de la colocation, et diminue le montant des APL)
- Disposer d'un crédit d'impôts
- Avoir droit à des jours de congés supplémentaires, ou de dispense de recherche d'emploi pour participer à des actions de solidarité
- Disposer de CESU (chèque emploi service)
- Prise en compte dans la demande de titre de séjour
- Recevoir une forme de reconnaissance institutionnelle qui reste à inventer
- Autre, merci de préciser

4.4. D'après-vous, quelles sont les contributions qui devraient être principalement prises en compte par l'État et les organismes de la protection sociale :

(Plusieurs réponses possibles - 5 réponses maximum)

- L'aide financière aux parents âgés / malades
- L'aide financière aux enfants adultes
- L'aide non financière aux enfants adultes
- L'hébergement à titre gratuit d'un proche
- Le fait de s'occuper de ses enfants (éducation, vie quotidienne)
- Le fait de s'occuper de son enfant handicapé ou de ses parents âgés / malades
- Le fait de faire du bénévolat, de participer à une vie associative
- Le fait de s'engager dans la vie politique ou syndicale
- L'aide non financière à des voisins, amis ou membres de sa famille (hors parents ou enfants)
- L'aide financière à des voisins, amis ou membres de sa famille (hors parents ou enfants)

4.5. Que pensez-vous du principe suivant ?

«Le principe fondateur de la protection sociale est celui de la solidarité, afin que chacun puisse 'contribuer selon ses moyens et recevoir selon ses besoins'.»

Vous êtes :

(Une seule réponse possible)

- Tout à fait d'accord
 Plutôt d'accord
 Plutôt pas d'accord
 Pas du tout d'accord

4.6. Pouvez-vous indiquer pourquoi vous êtes de cet avis :

4.7. Pensez-vous que chaque personne, quelle que soit sa situation (emploi, chômage ou inactivité (étudiants, au foyer, retraités...), français ou étranger, avec ou sans papiers...) doit être protégée même pendant les périodes de sa vie où elle ne cotise pas et ne paie pas d'impôts ?

(Une seule réponse possible)

- Oui
 Non
 Vous n'avez pas d'avis sur la question

4.8. Pouvez-vous indiquer pourquoi vous êtes de cet avis :

5. QUELQUES INFORMATIONS VOUS CONCERNANT

Rappel : ces informations comme l'ensemble des réponses recueillies sont confidentielles.

5.1. Vous êtes :

-
- Un homme Une femme

5.2. Votre année de naissance :

--	--	--	--

5.3. Quel est le code postal de votre lieu de résidence ?

--	--	--	--

5.4. Quel est le nom de votre commune de résidence ?

5.5. Votre situation familiale aujourd'hui :

-
- Vous vivez en couple Vous vivez sans conjoint

5.6. Avez-vous des enfants ?

-
- Oui Non

5.7. Combien vivent avec vous (que la résidence soit alternée ou non) ?

--	--

5.8. Vous êtes de nationalité :

-
- Française
 D'un pays de l'Union européenne autre que la France
 D'un pays hors Union européenne

5.9. Vous êtes de nationalité d'un pays hors Union Européenne, vous :

(Une seule réponse possible)

- Avez une carte de séjour d'un an au moins
 Êtes sans papiers
 Avez un titre provisoire de moins d'1 an
 Êtes demandeur d'asile
 Avez une carte de résident de 10 ans

5.10. Actuellement, vous êtes (cochez la situation principale) :*(Une seule réponse possible)*

- Salarié(e)
- Travailleur(se) indépendant(e) / Auto entrepreneur / Micro entrepreneur
- Dirigeant(e) d'entreprise
- En profession libérale
- Agriculteur/trice
- En formation professionnelle
- En stage
- En service civique
- En recherche d'emploi
- Étudiant(e)
- Retraité(e)
- Au foyer
- En incapacité physique de travailler
- Sans droit au travail
- Autre situation, merci de préciser

5.11. Si vous êtes en recherche d'emploi, êtes-vous inscrit(e) à Pôle emploi ?

- Oui
- Non

5.12. Si vous êtes salarié(e), quel est votre type de contrat ?*(Une seule réponse possible)*

- CDI (Contrat à Durée Indéterminée) ou CDD (Contrat à Durée Déterminée) temps plein
- CDI ou CDD temps partiel
- Intérim, travail saisonnier
- Contrat aidé
- Travailleur(se) non déclaré(e)
- Autre, merci de préciser

5.13. Vous vivez (cochez la situation principale) :*(Une seule réponse possible)*

- Dans un appartement ou maison en location
- Dans un appartement ou maison en propriété
- Dans un mobil home ou une caravane
- Dans la rue
- Dans une résidence médicalisée ou une maison de retraite
- Dans un centre d'hébergement
- Dans un bidonville ou un campement
- Dans un squat
- Dans un foyer
- À l'hôtel
- Autre, merci de préciser

5.14. Avez-vous facilement accès à internet ?

- Oui Non

5.15. Sinon, pourquoi ?

5.16. Avez-vous des ressources financières ?

- Oui Non

5.17. Si oui, de quelle(s) nature(s) ?

(Plusieurs réponses possibles)

- Salaire, revenu du travail
 Formation professionnelle, stage
 Retraite
 Allocation chômage
 Revenu de solidarité active (RSA)
 Prime d'activité
 Travail non déclaré
 Allocation Adultes Handicapés (AAH)
 Allocations familiales
 Aide des parents, de l'entourage
 Aides associatives
 Allocation demandeur d'Asile (ADA)
 Aide personnalisée au logement (APL)
 Autre, merci de préciser

5.18. Le montant approximatif total des ressources mensuelles de votre foyer est (y compris aides et allocations) :

(Une seule réponse possible)

- De moins de 500 euros
 Entre 500 et 1000 euros
 Entre 1000 et 1500 euros
 Entre 1500 et 2000 euros
 Entre 2000 et 3000 euros
 De plus de 3000 euros

5.19. Sur le plan financier, avez-vous l'impression en général :

(Une seule réponse possible)

- D'avoir assez d'argent chaque mois
 De devoir faire attention
 D'avoir du mal à vous en sortir
 De ne vous en sortir qu'avec des dettes ou des aides ponctuelles
 De ne pas vous en sortir

5.20. Quel est votre lien avec le Secours Catholique ?

(Plusieurs réponses possibles)

- Vous êtes résident(e) d'une cité gérée par l'association des cités du Secours Catholique
- Vous travaillez dans une structure d'insertion liée au Secours Catholique
- Vous participez (ou vous avez participé) à des activités du Secours Catholique
- Vous ou votre famille êtes aidé(e) / accompagné(e) par le Secours Catholique (financièrement, matériellement, dans vos démarches ou fraternellement)
- Vous êtes bénévole du Secours Catholique
- Vous êtes salarié(e) du Secours Catholique
- Vous êtes donateur/trice du Secours Catholique
- Vous connaissez une ou des personnes en lien ou engagées avec le Secours Catholique
- Vous n'avez aucun lien avec le Secours Catholique
- Autre, merci de préciser

5.21. Quel est votre lien avec un centre social ?

(Plusieurs réponses possibles)

- Vous ou votre famille participez à des actions proposées par le centre social
- Vous êtes bénévole d'action dans un centre social
- Vous êtes administrateur/trice d'un centre social ou membre du comité ou conseil d'habitants du centre social
- Vous êtes salarié(e) d'un centre social
- Vous connaissez une ou des personne(s) en lien avec un centre social
- Vous n'avez aucun lien avec un centre social
- Autre, merci de préciser

5.22. Quel est votre lien avec le réseau des Accorderies ?

(Plusieurs réponses possibles)

- Vous êtes Accordeur(e)
- Vous êtes membre du Conseil d'Administration
- Vous êtes membre du conseil d'Accordeurs
- Vous êtes salarié(e)
- Vous êtes en lien avec une personne d'une Accorderie
- Vous êtes partenaire des Accorderies
- Vous n'avez aucun lien avec le réseau des Accorderies
- Autre, merci de préciser

5.23. Quel est votre lien avec Aequitaz ?

(Plusieurs réponses possibles)

- Vous êtes adhérent(e)
- Vous êtes membre d'un collectif qui travaille avec Aequitaz
- Vous êtes un(e) allié(e) d'Aequitaz
- Vous n'avez aucun lien avec Aequitaz
- Autre, merci de préciser

5.24. Si vous êtes en lien avec une autre association, pouvez-vous indiquer laquelle ?

5.25. Acceptez-vous de nous fournir votre adresse mail ou postale (avec votre nom pour cette dernière possibilité) ? Ces informations serviront exclusivement à vous tenir informé(e) des résultats de notre enquête et des travaux qui suivront sur le sujet de la protection sociale. Vos réponses resteront anonymes.

(Si vous répondez oui à la question suivante, veuillez remplir l'un ou l'autre de ces champs)

Email

Adresse postale

5.26. Accepteriez-vous d'être contacté(e) dans le cadre des réflexions et travaux en cours sur le sujet de la protection sociale ? Oui Non

Si oui, merci de vérifier que vous nous avez laissé votre email ou vos coordonnées postales ci-dessus.

5.27. Comment, par qui avez-vous eu connaissance de ce questionnaire ?

Nous vous remercions d'avoir pris le temps de répondre à ce questionnaire.

Nous vous invitons à poursuivre cette enquête avec de nouvelles questions pour approfondir et contribuer à la réflexion sur l'organisation de la solidarité dans notre société.

Cette partie de l'enquête est constituée de 5 Blocs de questions :

- 1/ Racontez une histoire en lien avec la protection sociale
- 2/ Votre avis sur la protection sociale en France aujourd'hui
- 3/ Quelle doit être la place de la protection sociale dans la société / une protection sociale pour qui ?
- 4/ Des principes pour un système de protection sociale juste et solidaire
- 5/ Les propositions du Secours Catholique - Qu'en pensez-vous ?

Vous pouvez répondre à ces blocs librement, dans l'ordre que vous souhaitez. Vous pouvez aussi choisir de ne répondre qu'à certains d'entre eux.

1. RACONTEZ UNE HISTOIRE EN LIEN AVEC LA PROTECTION SOCIALE

Dans la première partie de notre enquête, vous avez décrit une situation en rapport avec la protection sociale, que vous avez vécue. Si vous voulez développer cette histoire ou bien évoquer une autre situation vécue :

Quand et où cette histoire s'est-elle déroulée ?

Qu'est ce qui s'est passé ?

Dans cette histoire, qu'est-ce qui a été positif ?

103. Dans cette histoire, qu'est-ce qui a été difficile ou injuste ?

Quelles sont vos idées pour aller vers du plus doux à vivre et du plus juste

2. VOTRE AVIS SUR LA PROTECTION SOCIALE EN FRANCE AUJOURD'HUI

Pour chacun des domaines suivants, comment évaluez-vous le niveau de la protection sociale auquel nous avons accès en France, en 2018 ?

(Une seule réponse possible par item)

	Très bon	Bon	Insuffisant	Très insuffisant	Sans opinion
Santé	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Retraite	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Emploi/ Chômage	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Famille (enfants)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Invalidité / Handicap	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Pauvreté / Exclusion sociale	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Logement	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Souhaitez-vous faire des commentaires, préciser votre point de vue ?

3. QUELLE DOIT ÊTRE LA PLACE DE LA PROTECTION SOCIALE DANS LA SOCIÉTÉ / UNE PROTECTION SOCIALE POUR QUI ?

Pouvez-vous nous donner votre avis sur les affirmations suivantes :

(Une seule réponse possible par affirmation)

La protection sociale doit représenter un système solidaire de protection : chacun contribue selon ses moyens et reçoit selon ses besoins. Tout le monde est protégé de la même manière.

- Tout à fait d'accord
 Plutôt d'accord
 Plutôt pas d'accord
 Pas du tout d'accord

La protection sociale doit être un service à acheter en fonction de ses moyens : chacun choisit de s'assurer à ses frais pour les risques qu'il souhaite. Ceux qui ne peuvent pas s'assurer ne sont pas protégés.

- Tout à fait d'accord
 Plutôt d'accord
 Plutôt pas d'accord
 Pas du tout d'accord

La protection sociale doit être une aide aux plus démunis : les plus démunis reçoivent une aide de L'État, les autres prennent des assurances à leurs frais.

- Tout à fait d'accord
 Plutôt d'accord
 Plutôt pas d'accord
 Pas du tout d'accord

La protection sociale doit amener à des droits pour tous sans conditions.

- Tout à fait d'accord
 Plutôt d'accord
 Plutôt pas d'accord
 Pas du tout d'accord

La protection sociale doit reposer principalement sur le fait d'avoir, ou d'avoir eu, un emploi rémunéré.

- Tout à fait d'accord
 Plutôt d'accord
 Plutôt pas d'accord
 Pas du tout d'accord

Un plus grand contrôle de l'accès aux allocations, prestations et indemnités doit être mis en place.

- Tout à fait d'accord
 Plutôt d'accord
 Plutôt pas d'accord
 Pas du tout d'accord

La couverture des besoins essentiels pour une pauvreté zéro doit être mise en place.

- Tout à fait d'accord
 Plutôt d'accord
 Plutôt pas d'accord
 Pas du tout d'accord

La protection sociale doit permettre la réduction des inégalités.

- Tout à fait d'accord
 Plutôt d'accord
 Plutôt pas d'accord
 Pas du tout d'accord

Avez-vous des commentaires ?

4. DES PRINCIPES POUR UN SYSTÈME DE PROTECTION SOCIALE JUSTE ET SOLIDAIRE

Nous souhaitons repenser le système de protection sociale pour l'adapter à la vie d'aujourd'hui. Nous réfléchissons aux principes qui doivent l'orienter. Ces principes sont volontairement généralistes, car ils constitueraient la base sur laquelle penser les évolutions.

Nous aimerions avoir votre avis :
(Une seule réponse possible par principe)

Principe de dignité : Toute personne vivant en France de manière stable et effective a droit à un revenu décent garanti, un logement décent et des soins de santé («un revenu, un toit, des soins»)

- Tout à fait d'accord
 Plutôt d'accord
 Plutôt pas d'accord
 Pas du tout d'accord

Principe de justice : Le financement de la protection sociale doit reposer sur des bases justes où chacun contribue selon ses moyens. Elle doit inclure des services publics, des prestations et des accompagnements afin de protéger des vulnérabilités et corriger les inégalités générées tout au long de la vie.

- Tout à fait d'accord
 Plutôt d'accord
 Plutôt pas d'accord
 Pas du tout d'accord

Principe de qualité : L'administration doit assurer un service de qualité fondé sur la confiance, l'humanité et la bienveillance envers la personne et son entourage. La protection sociale doit assurer une continuité des droits afin de limiter la souffrance et les peurs engendrées par des ruptures dans la vie (accidents, maladie, unions et séparations, perte et changement d'activités...).

- Tout à fait d'accord
 Plutôt d'accord
 Plutôt pas d'accord
 Pas du tout d'accord

Principe de contribution : Les contributions des personnes à la société sont diverses : travail rémunéré, mais aussi solidarités familiales et de voisinage, engagement associatif, syndical, politique, bénévolat, volontariat... Ces contributions doivent être reconnues par l'Etat et donner accès à des droits comparables pour tous.

- Tout à fait d'accord
 Plutôt d'accord
 Plutôt pas d'accord
 Pas du tout d'accord

Principe de soutenabilité : Toute action politique, quel que soit son domaine (politiques agricoles, écologiques, de logement, fiscales, éducatives, économiques, ...) peut avoir des effets, de court ou long terme, sur la santé et le niveau de vie des personnes. Plus la politique sera cohérente avec l'objectif d'une protection sociale solidaire, plus celle-ci sera facilement réalisée.

- Tout à fait d'accord
 Plutôt d'accord
 Plutôt pas d'accord
 Pas du tout d'accord

Principe de démocratie : La protection sociale se base sur la solidarité comme fondement de notre société. Son importance et ses enjeux doivent être transmis et partagés par les citoyens de toutes conditions. Cela passe par une éducation citoyenne et culture civique, et par une nouvelle gouvernance associant l'ensemble de la population (entreprises, syndicats, état, citoyens).

- Tout à fait d'accord
 Plutôt d'accord
 Plutôt pas d'accord
 Pas du tout d'accord

Principe d'universalité : La protection sociale doit concerner toutes les personnes vivant sur le territoire, Elle doit les traiter d'égale manière quel que soit leur âge, leur statut au regard de l'emploi, leur sexe, leur nationalité, et non en fonction de catégories.

- Tout à fait d'accord
 Plutôt d'accord
 Plutôt pas d'accord
 Pas du tout d'accord

Avez-vous des commentaires sur ces principes ?

5. LES PROPOSITIONS DU SECOURS CATHOLIQUE - QU'EN PENSEZ-VOUS ?

(Une seule réponse possible par affirmation)

Nous demandons que les personnes en précarité soient associées aux grands chantiers de la réforme de la protection sociale.

- Tout à fait d'accord
 Plutôt d'accord
 Plutôt pas d'accord
 Pas du tout d'accord

Nous souhaitons que les enseignements qui seront tirés des expérimentations en cours sur le référent de parcours et le coffre-fort numérique permettent d'étendre ces dispositifs d'accompagnement dans les meilleures conditions.

- Tout à fait d'accord
 Plutôt d'accord
 Plutôt pas d'accord
 Pas du tout d'accord

Nous souhaitons que la participation systématique des personnes ayant l'expérience de la pauvreté au sein des instances de gouvernance des politiques sociales soit organisée, qu'elle soit intégrée dans les organisations et établissements en charge de la conception des politiques sociales et dans le cadre de la formation des travailleurs sociaux.

- Tout à fait d'accord
 Plutôt d'accord
 Plutôt pas d'accord
 Pas du tout d'accord

Nous demandons que l'Etat soit garant du respect du droit à la domiciliation partout en France

- Tout à fait d'accord
 Plutôt d'accord
 Plutôt pas d'accord
 Pas du tout d'accord

Nous pensons que la lutte contre le non recours aux prestations sociales, en particulier aux minima sociaux, doit être au coeur des politiques publiques.

- Tout à fait d'accord
 Plutôt d'accord
 Plutôt pas d'accord
 Pas du tout d'accord

135. Nous demandons l'intégration de l'AME (Aide Médicale d'Etat) dans la PUMA (Protection Universelle Maladie), afin de simplifier l'accès à la santé pour tous.

- Tout à fait d'accord
 Plutôt d'accord
 Plutôt pas d'accord
 Pas du tout d'accord

Nous demandons la mise en place d'un socle de base ou revenu minimum garanti et proposons un montant de 850 Euros.

- Tout à fait d'accord
 Plutôt d'accord
 Plutôt pas d'accord
 Pas du tout d'accord

Nous souhaitons que la prise en compte des vacances comme élément participant aux politiques familiales et de santé soit prévue dans la loi de financement de la Sécurité sociale.

- Tout à fait d'accord
 Plutôt d'accord
 Plutôt pas d'accord
 Pas du tout d'accord

Nous demandons que soient développés des dispositifs d'accompagnement vers l'emploi pour les familles les plus fragiles.

- Tout à fait d'accord
 Plutôt d'accord
 Plutôt pas d'accord
 Pas du tout d'accord

Nous demandons la possibilité pour les demandeurs d'asile de travailler dès le dépôt de leur demande de statut de réfugié.

- Tout à fait d'accord
 Plutôt d'accord
 Plutôt pas d'accord
 Pas du tout d'accord

Nous demandons le maintien des centres de protection maternelle et infantile (PMI) comme un outil majeur de prévention et de réduction des inégalités sociales de santé.

- Tout à fait d'accord
 Plutôt d'accord
 Plutôt pas d'accord
 Pas du tout d'accord

Nous pensons que la garantie jeune doit être une priorité pour aider les jeunes à s'insérer sur le marché du travail.

- Tout à fait d'accord
 Plutôt d'accord
 Plutôt pas d'accord
 Pas du tout d'accord

Nous pensons que l'accès à la formation doit être facilité pour les chômeurs de longue durée ou les personnes sans qualifications.

- Tout à fait d'accord
 Plutôt d'accord
 Plutôt pas d'accord
 Pas du tout d'accord

Nous demandons que les potentialités du compte personnel d'activité (CPA) soient renforcées vers un outil de la protection sociale des actifs (personnes en emploi et personnes au chômage).

- Tout à fait d'accord
 Plutôt d'accord
 Plutôt pas d'accord
 Pas du tout d'accord

Nous demandons que soit préservé l'accès physique en matière d'accès aux droits, le développement des maisons de service au public.

- Tout à fait d'accord
 Plutôt d'accord
 Plutôt pas d'accord
 Pas du tout d'accord

Avez-vous des commentaires ?

En prenant de votre temps pour répondre à ce questionnaire, vous venez de contribuer à la réflexion d'un modèle de société plus juste et plus protectrice et nous vous en remercions.

Les résultats de cette enquête seront rendus disponibles sur notre site internet www.secours-catholique.org, à partir du 8 novembre 2018.